

Le Courrier de Madrid.

ORGANE INTERNATIONAL

QUOTIDIEN POLITIQUE, INDUSTRIEL, COMMERCIAL ET LITTÉRAIRE.

ADMINISTRATION.

CALLE DEL SORDO, 37.

Reclamations, abonnements et annonces.

ON S'ABONNE.

A MADRID, chez l'Administration et chez les libraires.
A PARIS, chez la Librairie nouvelle Boulevard des Italiens, 29.
A LONDRES, chez Leicester, Square, 10.
A BRUXELLES, Office de Publicité, Montagne de la Cour.
Et chez tous les libraires de l'étranger.

PRIX D'ABONNEMENT.

	1 mois.	3 mois.	6 mois.	Un an.
MADRID.....	12 Rr.	32 Rr.	64 Rr.	120 Rr.
PROVINCES.....	12 Rr.	32 Rr.	64 Rr.	120 Rr.
ETRANGER.....	18 Fr.	36 Fr.	64 Fr.	120 Fr.

REDACTION.

CALLE DEL SORDO, 37.

Pour tout ce qui concerne les renseignements, communications et la rédaction. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

DESPACHOS TELEGRAFICOS PARTICULARES.

DEL COURRIER DE MADRID.

(Parte recibida ayer a las 8 y media.)

Paris 24 de noviembre de 1856.

Fondos españoles: 3 % exterior 42 1/2
Id. interior 38 3/4
Deuda diferida 23 3/4
Id. amortizable 2 1/2
Fondos ingleses: Consolidado 94 a 94 1/8
Id. 1 1/2 % 91.50
Fondos franceses: 3 % 67.90

MADRID, 25 NOVEMBRE.

A voir pendant deux jours de suite occuper la place d'honneur de notre Journal par des articles sur l'utilité d'un chemin de fer transpyrénéen, quelques personnes se sont empressées de propager dans le public le bruit que notre Journal voulait se consacrer exclusivement au développement des intérêts matériels en Espagne, et se refusait le droit de se mêler à tous les événements politiques qui s'accompliraient sous ses yeux. Nous laissons à l'avenir le soin de prouver combien cette supposition est mal fondée: des difficultés intérieures d'organisation nous ont seules empêchées jusqu'à ce jour de dérouler franchement la ligne que nous nous proposons de suivre; mais déjà elles sont apaisées, et nous nous trouvons en mesure de dire notre mot sur les hommes et sur les choses qui préoccupent en ce moment l'attention publique.

Ce serait mal nous juger que de nous croire capables, au moment où nous consacrons nos efforts à la formation d'une entreprise aussi importante que celle d'un Journal quotidien en deux langues, de nous restreindre à la mise en lumière des institutions et des œuvres d'utilité publique, qui peuvent favoriser le développement matériel de la nation espagnole. Chez un peuple où les intérêts matériels cèdent toujours le pas aux graves questions de dignité nationale, de moralité, d'indépendance, de foi et de liberté, ce serait commettre une grave faute, et consentir volontairement à nous rapetisser jusqu'à de mesquines proportions. Mais il n'en est pas ainsi; quelle que soit l'importance que nous attachions au développement industriel et commercial de l'Espagne, nos vues s'élèvent plus haut; nous sommes décidés à entrer dans les considérations politiques et sociales de l'ordre même le plus élevé, certains que le développement de tous les peuples dépend en première analyse de leur manière de comprendre et de résoudre les grands faits politiques et sociaux.

Aucun des événements qui vont s'accomplir tous les jours sous nos yeux n'échappera à notre jugement; et le lecteur a dû voir déjà dans plusieurs occasions, à propos des événements de Malaga, à propos de la décision gouvernementale qui consacra 60 millions de réaux à l'achat de blés à l'étranger, et à propos du rappel de M. Turgot, que ce n'est pas la fermeté qui nous manque pour émettre complètement et catégoriquement notre pensée.

On aurait voulu pouvoir nous classer, dès le moment de notre apparition dans l'un ou l'autre des cinq grands partis qui se disputent l'opinion publique en Espagne; pouvoir dire ce qu'on répète des deux nouveaux journaux qui viennent de se présenter dans la lice: *El Estado* y *El Norte Español*: s'il est pour le parti modéré, il défendra le maréchal Narvaez; ou bien il est pour l'union libérale, et ses vœux sont pour le gouvernement du maréchal O'Donnell; ou bien nous rattacher purement et simplement aux trois autres partis absolutiste, progressiste et démocrate qui luttent avec tant d'acharnement contre les deux autres. Il semble qu'une déclaration pure et simple en faveur de l'un ou l'autre de ces partis qui briguent le pouvoir aurait satisfait les esprits, et que nous manquons d'égards au public, en faisant de nos tendances politiques une énigme indéchiffrable. Mais réclamer de nous une telle déclaration, c'est méconnaître complètement la discrétion que nous impose

BOLSA DE MADRID

DE HOY.

3 % consolidado 39, 80.
Id. diferido 24, 85.
Deuda amortizable 1.ª 11, 70 id.
— amortizable 2.ª 6, 70 id.

MADRID 25 NOVIEMBRE.

Algunas personas, al ver que durante dos días han ocupado el lugar preferente de nuestro periódico artículos relativos a la utilidad de un ferro-carril transpyrénéico, se han apresurado a propalar entre el público el rumor de que nuestro diario aspiraba a consagrarse exclusivamente al desarrollo de los intereses materiales en España, y renunciaba al derecho de mezclarse en todos los acontecimientos políticos que pudiesen realizarse ante su vista. Al porvenir dejamos el cuidado de probar cuán infundada es semejante suposición: dificultades inherentes a la organización interior son únicamente las que nos han privado hasta hoy de manifestar francamente la línea que nos proponemos seguir; pero ya están resueltas y nos encontramos en la posibilidad de emitir nuestra opinión acerca de los hombres y de las cosas que en los momentos actuales preocupan la atención pública.

Seria juzgarnos mal si, en el momento mismo en que consagramos nuestros esfuerzos a la formación de una empresa tan importante como lo es la de un periódico cotidiano en dos idiomas, se nos creyese capaces de sujetarnos a tratar de las instituciones y de las obras de utilidad pública que pueden favorecer al desarrollo material de España. En un país en que los intereses materiales ceden siempre el primer puesto a las cuestiones de dignidad nacional, de moralidad, de independencia, de fe y de libertad, seria cometer una falta grave, y consentir voluntariamente en reducirnos a mezquinas proporciones. Pero no sucede así; sea la que quiera la importancia que demos al desarrollo industrial y mercantil de España, nuestras miras tienden a mayor altura: estamos resueltos a entrar en las consideraciones políticas y sociales del orden mas elevado, convencidos de que el desarrollo de todos los pueblos depende especialmente de su modo de comprender y resolver los grandes hechos políticos y sociales.

Ninguno de los acontecimientos que van a realizarse diariamente ante nuestra vista se librará de nuestro examen, y el lector habrá visto ya, con motivo de los sucesos de Malaga, de la resolución ministerial que consag a 60 millones de reales a la compra de trigo en el extranjero, y de la sustitución de M. Turgot, que no carecemos en manera alguna de energía para emitir completa y categóricamente nuestro pensamiento.

Hubiérase querido podernos clasificar, desde el momento de nuestra aparición, en uno de los cinco grandes partidos que se disputan en España la opinión pública; poder repetir lo que se dice de los dos periódicos nuevos que acaban de lanzarse a la liza, *El Estado* y *El Norte español*. «Está en favor del partido moderado, defiende al general Narvaez;» ó bien «está por la Union liberal y sus deseos son favorables al gobierno del general O'Donnell;» ó ya unimos pura y simplemente a uno de los otros tres partidos, el absolutista, el progresista y el democrata, que tan encarnizadamente luchan contra los otros dos. Parece que una declaración explícita y sencilla en favor de uno ú otro de esos partidos que aspiran al poder, habria satisfecho a los ánimos, y que faltamos a la consideración debida al público convirtiendo nuestras tendencias políticas en indecifrable enigma; pero exigir de nosotros semejante declaración, es desconocer por completo la discreción que nos impone en el suelo español

sur le sol espagnol notre caractère d'étrangers, et si on l'oublie pour nous, il nous est impossible à nous personnellement de ne pas nous en souvenir. Nul ne peut s'offenser que nous portions un jugement sur tel ou tel personnage politique, sur les ducs de Valence et de la Victoire, sur les comtes de Lucena et de Reus; mêlés aux luttes politiques, ces hommes appartiennent tous à l'histoire, et leurs actes doivent passer par le crible de l'opinion publique. Mais ces jugements ne peuvent pas être faits par nous en faveur de tel ou tel parti, car alors de ce jour nous nous trouverions mêlés aux luttes actives des factions, et le nouveau rôle que nous aurions accepté, serait vraiment répréhensible. Notre position est assez belle; au milieu des paroles passionnées que l'on entend ici sans cesse résonner à son oreille, parler le langage de la raison; au milieu des institutions que fondent et détruisent les gouvernements qui se succèdent, signaler sans faire cas des personnes, ce qui doit durer et ce qui doit disparaître; à côté des vaines déclamations qui enfouissent la vérité sous une avalanche de mots et de paroles, faire connaître à l'avance le jugement de l'Europe entière blâmant ou approuvant; soutenir et aider parmi nos collègues de la presse non pas ceux qui soutiennent tel ou tel parti, mais ceux qui se distinguent par une étude approfondie des questions, par des sentiments patriotiques et généreux, par un style brillant et éclairé, voilà la position que nous ambitionnons, et nous avons la confiance de rencontrer avec le temps notre public à nous, celui du *vrai progrès*.

Si le nous est pas permis de pénétrer trop avant dans les luttes actives des partis, il nous est loisible d'affirmer que de France ne peut jamais venir la défense d'une réaction absolutiste. Tous les fils de la France sont imbus des grands principes de 89 et voient dans leur développement sincère et fécond l'avenir de l'Europe; ils croient à la liberté, et sous son arbre puissant ils pensent que toutes les nations sont appelées à grandir. C'est dire, que dans la plus importante question aujourd'hui à l'ordre du jour, la réunion des Cortes, nous appelons de tous nos vœux le moment où le gouvernement de la reine donnera satisfaction aux desirs intimes de la nation, et décrètera leur prochaine convocation. De graves événements se sont accomplis en Espagne pendant cette année, et jusqu'ici le pays n'a pas été appelé à donner son vrai jugement: il nous paraît que le moment où ses légittimes représentants doivent être convoqués, ne saurait tarder longtemps. Le budget, il est vrai, a été voté par les Cortes Constituentes jusqu'à la fin du mois de juin 1857; mais comme une des ressources les plus puissantes accordées au gouvernement dans ce budget provient de la *desamortization*, et que la vente des biens nationaux a été en partie supprimée, en partie suspendue, il en résulte que la nation a des droits à donner une seconde fois son avis sur ce point sacré et important. Nous sommes d'ailleurs en cela d'accord avec les hommes les plus éminents de la nation espagnole, qui préparent tous chacun leur candidature dans les districts de la Péninsule, et avec le ministre de l'Intérieur dont l'attention est principalement dirigée vers cette importante question des élections.

La levée de l'état de siège de la part du gouvernement, la réprobation unanime lancée par tous les organes de la presse madrilène et provinciale contre l'échauffourée de Malaga prouvent que de tous les côtés on considère l'Espagne comme rentrée une autre fois dans les conditions régulières de sa vie constitutionnelle, et que chaque parti attend désormais son triomphe du jeu régulier des institutions.

Nous nous réjouissons dans le fond de l'âme de cette disposition générale des esprits, car c'est la condition indispensable de l'ordre dans une nation. On ne saurait dire que l'ordre existe, quand la corde est tellement tendue que chacun pour le triomphe de ses principes place ses espérances en dehors de la discussion franche et loyale par les voies de la presse et de la tribune; il est au contraire assuré, si cha

nuestro carácter de extranjeros, y si los demás lo olvidan, a nosotros nos es imposible no recordarlo con frecuencia. Nadie puede ofenderse de que emitamos un dictamen a cerca de tal ó cual personaje político, á cerca de los duques de Valencia y de la Victoria, de los condes de Lucena y de Reus; mezclados estos hombres en las luchas políticas, pertenecen todos á la historia, y sus actos deben pasar por el crisol de la opinion pública; pero esos juicios no podemos formularlos en favor de tal ó cual partido, porque entonces, desde el momento mismo, nos encontraríamos mezclados en las luchas activas de las facciones, y el nuevo papel que aceptásemos seria verdaderamente reprensible. Nuestra posición es bastante ventajosa; en medio de las apasionadas frases que aquí se oyen resonar incesantemente, hablar el lenguaje de la razón; en medio de las instituciones que fundan y destruyen los gobiernos que se suceden, señalar, prescindiendo de las personas, lo que debe durar y lo que debe desaparecer; en medio de las vanas declaraciones que sepultan á la verdad bajo un torrente de palabras, dar á conocer de antemano la opinion de toda Europa, censurando ó aprobando; sostener y apoyar entre nuestros colegas de la prensa, no á los que defienden á tal ó cual partido, sino á aquellos que se distinguen por un estudio profundo de las cuestiones, por sentimientos patrióticos y generosos, por un estilo brillante é ilustrado. Hé ahí la posición que ambitionamos, y abrigamos la confianza de encontrar con el tiempo al público que deseamos, al del *verdadero progreso*.

Si no nos es lícito penetrar demasiado en las luchas activas de los partidos, tenemos la posibilidad de afirmar que de Francia nunca podrá venir la defensa de una reacción absolutista. Todos los hijos de Francia se hallan imbuidos en los grandes principios de 1789; en su desarrollo sincero y fecundo ven el porvenir de Europa, creen en la libertad, y piensan que bajo su poderosa influencia están llamadas todas las naciones á engrandecerse. Con esto decimos que en la cuestion mas importante del momento, en la reunion de las Cortes, deseamos de todo corazón el momento en que el gobierno de la reina llegue á satisfacer los intimos deseos de la nación y á decretar su próxima convocation. En el presente año han acontecido en España sucesos graves, y hasta ahora no se ha llamado al país á emitir á cerca de ellos su verdadero juicio: parecemos que no puede tardar mucho el momento en que han de ser convocados los representantes legítimos. Verdad es que los presupuestos fueron aprobados por las Cortes constituyentes hasta fin de junio de 1857, pero como uno de los recursos mas importantes concedidos al gobierno en aquellos mismos presupuestos procedia de la *desamortization*, y como de la venta de los bienes nacionales se halla suprimida una parte y suspendida otra, resulta de aquí que por segunda vez tiene derecho la nación para dar su dictamen á cerca de tal importante y sagrado punto. Por lo demás, en esto nos hallamos conformes con los hombres mas eminentes de la nación española, los cuales preparan todos su candidatura respectiva en los distritos de la Península, y con el ministro de la Gobernacion, que ha fijado principalmente su atención en esta cuestion importante de las elecciones.

El alzamiento del estado de sitio por parte del gobierno, y la reprobación unánime manifestada por todos los órganos de la prensa de Madrid y de las provincias, respecto de la intentona de Malaga, prueban que en general se considera que España ha entrado de nuevo en las condiciones naturales de su existencia constitucional, y que para lo sucesivo cada partido aguarda su triunfo del curso regular de las instituciones.

Nos causa sincero júbilo esa predisposición de los ánimos, porque es la condicion indispensable del orden en una nación. No podria decirse que existe este cuando la cuerda está tan tirante que, para el triunfo de sus respectivos principios, funda cada cual sus esperanzas fuera del círculo de la discusión franca y leal por la vía de la prensa y de la tribuna; hállese asegurado, por el contrario,

FEUILLETON DU COURRIER DE MADRID.

(1) DU MARDI SOIR, 25 NOVEMBRE 1856.

POETE ET COMEDIEENNE.

M. de Laval se trompait; Valentine s'était bien reposée un instant dans un salon isolé, mais elle ne s'était point démasquée. Albérico commençait à se demander que venait faire la cette femme qui parlait si noblement et si bien, qui paraissait élevée avec tant de soin; cette femme seule et presque tremblante dans un lieu où elle semblait se trouver pour la première fois, et où elle ne venait assurément chercher personne, puisqu'elle errait sans but, au hasard, qu'elle ne dansait pas et se promenait depuis plus d'une heure avec lui, inconnu.

— Pardieu! se dit-il à lui-même, j'aurais un grand sot si je ne profitais de la bonne fortune qui m'arrive; cette femme me plaît, pourquoi ne le lui dirais-je pas?

Puis, au même instant, dominé par une idée tellement soudaine qu'elle lui ôta la mémoire et la réflexion, il s'écria tout haut:

— Si cette femme était vieille!...

Valentine tressaillit de surprise; puis un sourire étrange, un incroyable sourire de femme orgueilleuse et qui sent ce qu'elle vaut, glissa sous son masque; mais Albérico ne s'aperçut même pas qu'elle l'avait entendu.

Alors avec sa douce voix, sa voix jeune et fraîche qui éveillait tant de sympathie, Valentine appelant le domino que nous avons vu entrer avec elle au bal au commencement de ce chapitre:

(1) Voir notre numéro du 19 Novembre. — Reproduction interdite. — Propriété de l'auteur.

FOLLETIN DE LE COURRIER DE MADRID.

(1) DEL MARTES 25 DE NOVIEMBRE DE 1856.

POETA Y ACTRIZ.

El Sr. de Laval se equivocaba. A la verdad, Valentina habia descansado un momento en un salon aislado, pero no se habia despojado de la careta.

Albérico comenzaba a preguntarse á si mismo qué iba á hacer allí aquella mujer que hablaba tan bien y con tanta nobleza, que parecia estar educada con tanto esmero; aquella mujer sola y casi temerosa en un sitio en que parecia hallarse por vez primera, y al que de seguro á nadie iba á buscar, puesto que vagaba sin objeto, á la aventura, no hallaba, y paseaba hacia mas de una hora con él, con un desconocido.

— Pardiez! dijo para sí; seria yo un gran necio si no aprovechase la buena fortuna que se me presenta; esta mujer me agrada, ¿por qué no he de decirselo?

Luego, en el momento mismo, dominado por una idea tan repentina que prevaleció sobre la memoria y la reflexión, exclamó en alta voz:

— Si esta mujer fuese vieja!...

Valentina se estremeció de sorpresa; luego una sonrisa singular, una sonrisa increíble de mujer orgullosa, y que conoce todo lo que vale, se deslizó por debajo de su careta; pero Albérico no observó siquiera que le habia oido.

Entonces, Valentina, con su voz dulce, con su voz joven y fresca que tanta simpatía inspiraba, llamando al dominó á quien vimos entrar con ella en el baile al principio de este capítulo, le dijo:

(1) Véase nuestro número del 19 de noviembre. — Se prohibe la reproducción. — Es propiedad del autor.

— Manuel, dit-elle, partons.

Le domino lui offrit son bras sans répondre; Valentine quittant alors celui de M. de Laval lui fit un gracieux geste de la main en signe d'adieu. Albérico s'élança pour la retenir, comme un enfant après l'oiseau qui lui échappe; il était muet d'étonnement tant, dans son orgueilleuse confiance il s'était peu attendu à ce brusque départ.

— Un mot! par grâce, s'écria-t-il, ne vous reverrai-je pas? et si je vous revois, comment vous reconnaitrai-je.

— M. de Laval, répondit-elle du ton le plus simple et le plus naturel, si vous m'aviez demandé mon nom, je vous l'aurais dit; si vous aviez désiré voir mon visage, je vous l'aurais montré; car je ne viens pas faire de la coquette au bal, j'y viens observer; voilà tout, et je ne refuse jamais de me faire connaître à un homme honorable qui a de l'esprit. Je m'appelle Valentine, et je suis comédienne, monsieur, comédienne, rien de plus. Quant à mon visage, si vous tenez à le connaître, venez demain au théâtre, on joue l'*Alchimiste* je serai *Francesca*; et si vous tenez à me voir de plus près, sans rouge, sans parrure, toute moi, enfin, je loge, rue... numéro....

Tout cela fut dit avec un accent si naturel qu'Albérico stupéfait regardait cette femme parlant ainsi sans embarras, sans orgueil, mais avec noblesse toujours, et Albérico, le fier jeune homme, avec le tact des hautes classes et des hautes organisations, Albérico qui s'était attendu à une intrigue se dit à lui-même:

— Il y a un mystère là-dessous, cette femme n'est pas ce qu'elle paraît être.

Alors, portant la main de Valentine à ses lèvres, il ne répondit que ses mots:

— A demain, madame.

Et pendant que Valentine sentait sous son bras, battre à coups inégaux et pressés le cœur de celui qui l'accompagnait, Albérico la regarda s'éloigner pensif, agité, mais rempli d'un sentiment nouveau qui ressemblait à du bonheur.

Il était heureux en effet; il avait un désir dans l'âme.

— Vámonos, Manuel.

El domino la ofreció su brazo sin contestar, y Valentina, soltando entonces el del Sr. de Laval, le hizo con la mano un gracioso ademán en señal de despedida. Albérico se lanzó para detenerla, cual se arroja un niño en pos del pájaro que va á escaparse; estaba mudo de sorpresa, pues en su orgullosa confianza, habia estado muy lejos de imaginar aquella partida brusca.

— Una palabra! por favor! exclamó; no volveré á ver á Vd? y si la veo, ¿cómo podré conocerla?

— Sr. de Laval, contestó la joven en el tono mas sencillo y natural, si me hubiese Vd. preguntado mi nombre, se lo habria dicho; si hubiese Vd. deseado ver mi rostro, se lo habria mostrado, porque no vengo al baile á coquetear, sino á observar, y nada mas, y nunca me niego á darne á conocer á un hombre decente y que tiene talento. Me llamo Valentina y soy cómica, caballero, actriz, nada mas. En cuanto á mi rostro, si tiene Vd. empeño en conocerle, venga mañana al teatro: se representa el *Alquimista*, haré el papel de *Francesca*; y si desea Vd. verme mas de cerca, sin colorete, sin adornos, tal como soy, en fin, vivo en la calle de... número....

Todo esto fué dicho con un acento tan natural que Albérico, estupefacto, miraba á aquella muger que hablaba así, sin corteza, sin orgullo, pero siempre con nobleza; y el altivo joven, con el tacto de las clases elevadas y de las organizaciones privilegiadas, Albérico, que se habia imaginado una intriga, dijo para sí:

— Hay en esto algun misterio; esa muger no es lo que parece.

Entonces, llevando á sus labios la mano de Valentina, solo contestó estas palabras:

— Hasta mañana, señora.

Y mientras Valentina sentia latir bajo su brazo, con golpes desiguales y precipitados, el corazón del que la acompañaba, Albérico la miraba alejarse, pensativo, agitado, pero lleno de un pensamiento nuevo que se parecia á la felicidad.

En efecto, era feliz: tenia un deseo en el alma.

un attend son succès de la conviction et de la raison; tous travaillent alors d'une manière sérieuse et féconde à instruire et à éclairer le pays sur ses véritables intérêts, et produisent ensemble malgré des oppositions apparentes un mouvement d'idée d'où naissent le bien public et le progrès général.

Les antécédents de MM. Narvaez et Pidal sont de sérieuses garanties, que le gouvernement veut le développement régulier du système représentatif dans toute sa franchise et toute sa vérité; et nous le croyons mal servi par ceux de leurs amis qui se plaisent à laisser circuler dans l'opinion des doutes sur la prochaine réunion des Cortes. Que dirait-on en France si M. Guizot arrivait au ministère, des journaux venaient lui supplier la velleité de gouverner sans l'intervention du corps législatif? Nul n'y croirait, et chacun de rire de cette supposition. Or telle est ici précisément la situation de MM. Narvaez et Pidal: leur vie toute entière plaide en faveur de leurs intentions, et quelle que soit la composition future de la prochaine assemblée législative, il n'est pas permis de croire qu'ils songent un instant à en retarder longtemps la convocation.

Notre attention s'est arrêtée sur quelques articles publiés par nos confrères de Madrid, discutant s'il serait ou non convenable d'autoriser l'immigration à Puerto Rico de nègres libres et volontairement engagés par contrat. *signalgmatique* passé entre eux et les propriétaires de l'île. Cette discussion paraît avoir été soulevée à l'occasion d'une demande adressée au gouvernement de S. M. par une puissante maison de commerce de Puerto Rico, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'introduire dans cette colonie, et dans les conditions ci-dessus indiquées, un certain nombre de noirs qui seraient tirés de l'Afrique.

Un des articles publiés à ce sujet a même donné à entendre que le gouvernement paraissait disposé à rejeter cette demande. Qu'il nous soit permis de ne pas croire à cette dernière indication. Un gouvernement réellement instruit du manque de bras et de moyens protecteurs, dont cette colonie souffre depuis que le choléra, la petite vérole et d'autres maladies ont réduit de moitié le nombre des noirs employés à la culture de ses terres fécondes, un gouvernement sage et paternel ne peut vouloir que ce pays, jadis si riche, se convertisse en une plaine inculte, réduisant ainsi ses habitants à la misère et devenant une charge au lieu d'être toujours une ressource pour la métropole.

Divers moyens ont été essayés dans nos Antilles pour remplacer les noirs dans les travaux des champs. Il a été démontré que la colonisation blanche est impossible dans cette terre de feu. L'emploi des chinois, à raison de leur caractère turbulent et indocile, n'a pas produit non plus les résultats qu'on en avait espéré.

Il en résulte que les noirs manquant pour la culture des terres, celles-ci restent improductives.

Les traités existants entre l'Espagne et l'Angleterre proscrirent seulement l'introduction d'esclaves dans les Antilles; mais ils ne s'opposent nullement à l'immigration d'hommes libres *volontairement leur travail*. C'est pourquoi, nous refusons de croire que le gouvernement espagnol ait la pensée de repousser la demande dont il s'agit.

Dans les circonstances présentes, lorsque plusieurs fois, on a vu dans l'île de Cuba, la race noire rejeter toute idée de sympathie ou d'union avec les Etats-Unis et se déclarer avec énergie en faveur de l'Espagne, il y a un motif de plus pour que le gouvernement accueille la demande qui lui a été adressée et qui se rattache à une pensée de haute politique en faveur de l'Espagne.

Sous le triple point de vue religieux, économique et politique, il convient essentiellement que le gouvernement de S. M. loin d'être contraire à la demande dont il s'agit, lui donne la solution la plus prompte et la plus favorable.

Vingt cinq années de séjour dans ces Antilles, la connaissance pratique de leurs besoins et l'étude des résultats qu'ont produits les divers moyens de colonisation essayés jusqu'à ce jour, nous ont donné la conviction la plus profonde que ce qui est sollicité est la mesure la plus propre à sauver ce pays, si le gouvernement veut prendre en considération la conservation de la colonie, les besoins de ses habitants et le bien même de l'Espagne.

Le ministère tout entier est d'accord sur l'époque à laquelle les Cortes devront être convoquées. Bien plus, S. M. la Reine est entièrement d'accord avec le conseil des ministres, nous pouvons l'affirmer, sur ce point important. Nous ne sommes pas en mesure de désigner avec autant de certitude la date précise de cette convocation, mais nous sommes personnellement convaincus que le jour n'en sera être éloigné.

(Hojas autografas.)

Le conseil royal s'est réuni samedi dernier, pour nommer la commission chargée de la rédaction du règlement intérieur. M. Martinez de la Rosa a proposé de la composer des présidents de sections et de MM. Negrete et Gallardo, auteurs de deux remarquables propositions dans le projet du conseil d'Etat.

La commission de codification va s'occuper immédiatement, par ordre de M. Seijas, de la rédaction du code de procédure criminelle.

La commission de statistique s'est réunie samedi sous la présidence du général Narvaez; MM. Lujan et Ramirez Areas, du parti progressiste, y assistaient. M. Caballero a accepté la tâche de distribuer les travaux, qui vont recevoir une active impulsion.

La España se dit autorisée par une lettre de Londres à démentir tout ce qui a été dit au sujet des démarches de l'ex-Infant D. Juan. Le comte ne s'est jamais séparé, ne se séparera jamais de son frère le comte Montemolin, opposé par caractère à toute transaction de quelque nature qu'elle soit.

Les faiseurs de nouvelles, qui ne se lassent jamais de faire courir des bruits de crise ou de remaniements dans le ministère,

si cada uno aguarda su triunfo de la convicción y de la razón: entonces trabajan todos de un modo formal y fecundo para instruir el país acerca de sus verdaderos intereses, produciendo juntos, no obstante las oposiciones aparentes, un movimiento de ideas del cual surgen el bien público y el progreso general.

Los antecedentes de los señores Narvaez y Pidal constituyen garantías positivas de que el gobierno quiere el desarrollo regular del sistema representativo en toda su franqueza y su verdad, y creemos que les hacen poco favor aquellos de sus amigos que se complacen en dejar circular en la opinión pública las dudas relativas a la próxima reunión de las Cortes. ¿Qué se diría, en Francia, si M. Guizot subiese al ministerio y los periódicos llegasen a atribuirle el capricho de gobernar sin la intervención del Cuerpo legislativo? Nadie lo creería, y todos se reirían de semejante suposición. Ahora bien, tal es aquí, precisamente, la situación de los señores Narvaez y Pidal: su vida entera abona sus intenciones; y sea la que quiera la composición futura de las próximas Cortes, no es lícito creer que ni un solo instante hayan imaginado retrasar por mucho tiempo su convocación.

Hemos visto en algunos periódicos de esta corte tocada someramente la cuestión de si sería o no conveniente la introducción de negros libres por contrato en la isla de Puerto Rico, con motivo, según se dice, de una solicitud presentada al gobierno de S. M. por una casa respetable de comercio de aquella isla, en que se pide la introducción de cierto número de negros, sacados del Africa con aquellas condiciones.

Algun periódico ha dejado entrever también que el gobierno se inclinaba a desestimar dicha solicitud. Séanos permitido el no dar asenso a esta indicación; porque un gobierno, verdaderamente ilustrado acerca de las necesidades en que se encuentra aquella Antilla de brazos y fuerzas productoras, desde que el azote del cólera, de las viruelas y otras enfermedades han disminuido la mitad del número de brazos consagrados al cultivo de aquellas fértiles tierras, no puede un gobierno sabio y paternal, tolerar que aquel país, antes tan rico, se convierta en un páramo desierto, reduciendo a la miseria sus habitantes, y sirviendo de carga mas bien que de beneficio a la metrópoli.

Varios medios se han puesto en planta en nuestras Antillas para reemplazar los negros en el cultivo de los campos. La colonización blanca, puesta en práctica ha demostrado ser ineficaz en aquellos climas de fuego. El empleo de los chinos, por su carácter generalmente disoluto e insubordinado, tampoco produce los resultados que se esperaban.

Resulta, pues, que el día en que faltan negros para el cultivo de las tierras, quedarán estas improductivas.

Los tratados existentes entre España e Inglaterra proscriben solamente la introducción de esclavos en las Antillas; pero de ningún modo proscriben la introducción de hombres contratados libremente. Por esto, nos negamos a creer que el gobierno español deniegue la solicitud presentada.

En las circunstancias actuales, en que, por repetidas veces, se ha demostrado en la isla de Cuba que la raza negra rechaza el espíritu de anexión a los Estados Unidos, y mas bien se ha declarado abiertamente a favor de la España, es una razón mas para que el gobierno acija dicha solicitud por la alta idea política que envuelve a favor de la España.

Bajo el triple objeto religioso, económico y político, es altamente conveniente que el gobierno de S. M., lejos de oponerse a la solicitud la resuelva del modo mas decidido.

Veinte y cinco años de permanencia en aquellos países, conocedores prácticos de sus necesidades, y espectadores de los resultados que han dado los diferentes medios de colonización, han arraigado en nosotros el convencimiento mas profundo de que cuanto se pide al gobierno es la medida salvadora que pueda proponerse para aquel país, si el gobierno quiere mirar por su seguridad, por las utilidades de sus habitantes y por el bien de la España misma.

El ministerio todo está de una misma opinión sobre la época en que las Cortes han de ser convocadas. Mas: S. M. la Reina, podemos asegurarlo, está completamente de acuerdo con todos sus ministros responsables sobre este punto importantísimo de la gobernanza del Estado. No podemos indicar con igual seguridad el momento en que el Parlamento debe convocarse y reunirse; pero tenemos la convicción, propia nuestra, de que no tardará mucho el día en que las Cortes serán convocadas.

(Hojas autografas.)

El sábado se reunió por primera vez el Consejo real para nombrar la comisión que ha de redactar su reglamento interior. A propuesta del Sr. Martinez de la Rosa, se acordó que dicha comisión se compusiera de los presidentes de las secciones y de los señores Negrete y Gallardo, autores de dos notables votos particulares en el proyecto de Consejo de Estado.

La comisión de codificación se ocupará desde luego por acuerdo del Sr. Seijas, de la confección del Código de procedimiento criminal.

La comisión de estadística se reunió el sábado, bajo la presidencia del general Narvaez. Asistieron a esta reunión los señores Lujan y Ramirez Areas, del partido progresista, y el Sr. Caballero, han aceptado el cargo, distribuyéndose los trabajos que van a llevarse con grande actividad.

La España, refiriéndose a una carta autorizada de Londres, desmiente cuanto se ha dicho a cerca de las gestiones hechas por el ex-Infante D. Juan, el cual nunca se ha separado ni separará de su hermano el conde de Montemolin, oposito por su carácter a transacciones de ningún género.

Los noticieros que no descansan estos días en inventar noticias de cambios y de crisis, suponen, que en el caso de no ser aproba-

pretendent que dans le cas où le plan financier de M. Barzanallana ne recevrait pas la sanction du conseil royal, M. Seijas prendrait le portefeuille des finances, M. Mayans, celui de grâce et justice et M. Alexandre Castro celui de la Marine; par suite de cette combinaison, M. Lersundi, passerait à la capitainerie générale de l'île de Cuba. Tout cela est dénué de fondement.

2.228 fanegas de froment ont été vendues hier au marché de Madrid, dans les prix de rs. 57 à 98. Le cours moyen a été de rs. 94,25, hausse de 2 rs. sur celui de la veille. L'orge a été vendue de rs. 49 à 52 1/2.

Nous regrettons très-vivement de ne pouvoir, à cause de l'abondance des matières, reproduire *in extenso* le rapport présenté par M. Cavour. On conçoit, pour ainsi dire, un sacrilège en tronquant des pièces de l'importance de celle qui vient d'être émise par l'homme d'Etat éminent qui préside le conseil des ministres du roi de Sardaigne. Mais nous ne pouvons cependant omettre de choisir, entre toutes les bonnes idées économiques dont ce document fourmille, celle qui a trait à la liberté exclusive qui doit être laissée au commerce de l'argent:

« Il est incontestable que quelques remèdes économiques pourraient diminuer l'intensité de la crise financière que nous traversons, et en rendre moins graves les conséquences. » Nous nous bornerons à en indiquer trois dont l'efficacité semble moins discutée. »

« Outre toute entrave légale aux contrats d'emprunt, en laissant entièrement libre la fixation de l'intérêt à payer pour les capitaux employés. »

Quant au premier de ces remèdes, il est évident que la limite légale imposée aux taux de l'intérêt diminue dans les temps de crise le montant des capitaux disponibles et mobiles, et elle en rend l'emploi plus pénible. Lorsqu'une demande extraordinaire de capitaux se manifeste sur les marchés européens, le taux de l'intérêt augmente. Si, dans un pays, il est défendu de faire ouvertement des affaires à ce taux élevé, les capitalistes ont recours à des subterfuges ruineux pour le commerce, afin d'échapper aux prescriptions de la loi, ou ils exportent leurs capitaux sur les marchés où les contrats jouissent d'une liberté absolue.

Il existe une grande quantité de capitaux toujours disposés à se porter là où l'on retire de leur emploi un plus grand rendement. Ainsi, lorsque l'escompte s'élève au 7 comme cela a lieu actuellement à Londres, au 7 1/4, comme à Hambourg, au 7 1/2, comme à Francfort, au 9 et au 10 comme à New-York; il est évident que ces capitaux s'éloigneront de notre place, où la loi fixe l'intérêt au 5 et 6 0/0.

Il est urgent de faire disparaître l'obstacle légal qui diminue le montant des capitaux dont le pays éprouve un si grand besoin. Dans ce but, Votre Majesté a décidé qu'à l'ouverture de la prochaine session on reproduise le projet déjà soumis au Parlement l'année dernière, pour étendre aux contrats de location des capitaux ces principes de large liberté, dont l'application à notre système économique a déjà donné de si bons résultats.

La discussion et l'expérience ayant répandu beaucoup de lumière sur ce grave sujet, il est probable que la réforme indiquée ne rencontrera plus les obstacles qui en empêchèrent la réalisation par le passé.

Nous ne croyons pas que l'on puisse prouver par une argumentation plus logique l'efficacité de la liberté réclamée pour la fixation de l'intérêt. Cette liberté est du reste la vie de toutes les transactions, et à coup sûr les différents nations de l'Europe n'auraient pas aujourd'hui à se débattre contre la double crise des finances et des subsistances, si, au lieu d'être régénérées par leurs gouvernements, elles avaient été abandonnées à leur initiative.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET ROYAL.

Vu les motifs qui m'ont été exposés par le président de mon conseil des ministres, et d'accord avec ce même conseil, j'ai décrété ce qui suit:

Article 1er. Il est ouvert au ministre de l'intérieur un crédit de 794,400 rs., à titre de supplément au chapitre III, section 12 du budget, applicable au personnel du conseil royal; et un autre crédit de 61,333 rs. comme supplément au chapitre IV de la même section et applicable aux dépenses matérielles dudit conseil.

Art. 2. Le présent décret sera soumis aux Cortes.

Donné au palais le 21 novembre 1856.

Signé de la main de la Reine. — Le président du conseil, Ramon Maria Narvaez.

— Sur l'avis du Tribunal Suprême contentieux et du conseil des ministres, la Reine a donné son approbation à la transaction par laquelle la compagnie concessionnaire du chemin de fer d'Almendra à Alicante cède ses droits à M. Salamanca.

BULLETIN DES PROVINCES.

CATALOGNE. — L'industrie compte à Barcelone 21 sociétés de Crédit représentées par 195,000 actions sur lesquelles il a été effectué un versement de 4,199,000 duros.

Il est encore question (et la demande en a été faite) de fonder trois nouvelles sociétés d'assurances: *el Ancora*, la *Naviera* et le *Lloyd Catalan*, aussi, qu'une compagnie organisée sur des bases colossales qui prendra le titre de *Gran Central*, au capital de 150 millions divisés en 75,000 actions.

— ANDALOUSIE. — Les dernières nouvelles de Málaga vont jusqu'au 21 novembre. Les journaux de la localité protestent avant tout contre les suppositions qui attribuent la cause du dernier mouvement à un projet de contrebande. La conspiration qui en réalité a existé, tendait uniquement à proclamer la république, et c'est dans ce sens que furent poussés les cris séditieux.

Les arrestations sont suspendues, et on n'a exécuté jusqu'à ce moment que la sentence prononcée contre un nommé Garcia del Valle condamné déjà à dix ans de prison, et qu'on avait surpris armé d'une bayonnette. On assure qu'aucune nouvelle condamnation à la peine capitale ne sera prononcée contre les personnes compromises dans les dernières affaires, car les véritables chefs de l'insurrection sont parvenus à se sauver dans la chaîne

tative, cette facilité d'observation qui permet d'apprécier les hommes à leur juste valeur.

A ces facultés poussées à un haut point de perfection Albéric joignait un défaut ordinaire aux personnes qui, ayant beaucoup disséqué le cœur humain, n'en ont voulu voir que les mauvais côtés: il se défait souvent et n'arrive jamais dans une liaison à ce degré d'enthousiasme où l'on devient avec délices aussi aveuglement confiant qu'on a pu être soupçonneux, ou rien ne peut plus altérer la foi en l'objet de nos affections.

Malgré la prévention favorable que lui inspirait cette jeune femme qui venait de se montrer à lui comme une ravissante apparition, Albéric se rappelait involontairement ce mot: *comédienne*, ce mot était pour lui le synonyme de femme perdue, ce mot dans la bouche de Valentine lui avait semblé une anomalie.

— Et pourtant se disait-il à lui-même, si cette femme est un ange déchû, elle a gardé une vive empreinte de sa céleste origine!

Et il désirait connaître la cause de sa chute, savoir quel malheur ou quelle faute l'avait jetée dans l'abîme.

— Je joue demain, Francesca, avait-elle dit.

Albéric se demanda s'il irait la voir au théâtre ou chez elle, et quoiqu'il lui répugnât de l'envisager sous le point de vue artistique, il se dit après un moment de réflexion:

— Voyons d'abord l'actrice, nous verrons la femme ensuite. Il se rendit donc au théâtre longtemps avant le lever du rideau, absorbé, méditatif, formant à plaisir mille conjectures étranges; cette heure s'écoula comme un rêve, Francesca parut.

C'était à la fois une beauté d'artiste et de grande dame, sveltes, souple, pâle et pourtant animée, des yeux brillants et veloutés, de grands cheveux bruns ondes comme ceux des portraits du Titien, un type renouvelé du moyen âge, avec sa robe de velours aux longues manches traînantes, sa pose facile, sa démarche à la fois noble et légèr.

V. DE FEREAL.

(La suite à demain.)

do por el consejo el plan financiero del Sr. Barzanallana, pasará el Sr. Seijas al ministerio de Hacienda; entrará en Gracia y Justicia el Sr. Mayans y en Marina el Sr. D. Alejandro Castro, saliendo el general Lersundi para la capitania general de la isla de Cuba. Todo esto nos parece infundado.

Ayer se vendieron en el mercado de Madrid 2,228 fanegas de trigo a los precios de rs. vn. 57 a 98. El curso medio fue de rs. vn. 94,25; subida respecto del de la víspera, rs. vn. 2. La cebada se vendió a los precios de rs. vn. 49 a 52 1/2.

Sentimos en extremo no poder, por la abundancia de materiales, reproducir íntegro el informe presentado por M. Cavour. Se cometería por decirlo así, un sacrilegio alterando documentos de la importancia del que acaba de emitirse por el eminente hombre de Estado que preside el Consejo de Ministros del rey de Cerdeña, pero no podemos sin embargo dejar de elegir entre todas las buenas ideas económicas con que aquel documento abunda la que se refiere a la libertad exclusiva que debe dejarse al comercio del dinero.

« Es incontestable que algunas medidas económicas podrían disminuir la intensidad de la crisis financiera que atravesamos, y hacer menos graves sus consecuencias. »

« Nos limitaremos a indicar tres, cuya eficacia parece menos cuestionable. »

« Quitar toda traba legal al préstamo, dejando enteramente libre la fijación del interés que ha de pagarse por el capital empleado. »

« En cuanto al primero de estos remedios, es evidente que el límite legal impuesto a la tasa del interés disminuye en tiempos de crisis el importe de los capitales disponibles y móviles, y hace mas difícil su empleo. Cuando una demanda extraordinaria de capitales se manifiesta en los mercados europeos, aumenta la tasa del interés. Si en un país está prohibido hacer abiertamente negocios con esta tasa elevada, los capitalistas recurren a subterfugios ruinosos para el comercio, con objeto de eludir las prescripciones de la ley, o exportan sus capitales a los mercados en que los contratos disfrutan de absoluta libertad. »

« Existe una gran suma de capitales dispuestos siempre a trasladarse allí donde sacan mayor producto de su empleo. »

« Así, cuando el descuento se eleva al 7 como actualmente tiene lugar en Londres, al 7 1/4; en Hamburgo, al 7 1/2; en Francia, al 9 y 10; en New-York; es evidente se alejarán de nuestra plaza, en que la ley fija el interés en 5 y 6 p. 100. »

« Es urgente hacer desaparecer el obstáculo legal que disminuye el importe de los capitales de que el país experimenta tan grande necesidad. Con este objeto V. M. ha resuelto que en la apertura de la próxima legislatura se reproduzca el proyecto sometido ya al Parlamento el año anterior para extender a los contratos de locación de los capitales estos principios de amplia libertad, cuya aplicación a nuestro sistema económico ha dado tan buenos resultados. »

« Habiendo derramado mucha luz sobre este grave punto la discusión y la experiencia, es probable que la reforma indicada no encontrará ya los obstáculos que impidieron antes su realización. »

No creemos que pueda probarse con argumentación mas lógica la eficacia de la libertad reclamada para la fijación del interés. Por lo demás, esta libertad es la vida de todas las transacciones; y de seguro, las diferentes naciones de Europa no tendrían hoy que combatir con la doble crisis financiera y de subsistencias, si en lugar de ser dirigidas por sus gobiernos, hubieran sido abandonadas a su iniciativa.

PARTE OFICIAL.

REAL DECRETO.

Atendiendo a las razones que me ha expuesto el Presidente del Consejo de Ministros, y de acuerdo con el parecer del mismo Consejo, vengo en decretar lo siguiente:

Artículo 1.º Se concede al Ministro de Gobernación un crédito de 794,400 rs. como suplemento al capítulo 3.º, sección duodécima del presupuesto vigente para personal del Consejo Real, y otro crédito de 61,333 rs. como suplemento también al capítulo 4.º de la misma sección y presupuesto para material del citado Consejo.

Art. 2.º El gobierno dará cuenta a las Cortes de esta medida.

Dado en Palacio a 21 de noviembre de 1856. — Está rubricado de la Real mano. — El Presidente del Consejo de ministros, Ramon Maria Narvaez.

— La Reina, oído el Tribunal Supremo Contentencioso-administrativo, y conformándose con el parecer del Consejo de Ministros, se ha dignado aprobar la transferencia de la concesión del ferrocarril de Almendra a Alicante, hecha por la Sociedad anónima concesionaria de esta línea en favor de D. José de Salamanca.

BOLETIN DE PROVINCIAS.

CATALUÑA. — En la industrial Barcelona existen hoy 21 sociedades de crédito, representadas por 195,000 acciones que han desembolsado ya 4,199,000 duros, y sin embargo existen en proyecto y aun tienen pedida la autorización para constituirse tres nuevas sociedades de seguros: *el Ancora* la *Naviera* y el *Lloyd Catalan*, y una sociedad de crédito de monstruosas formas bajo el título de *Gran Central* y con un capital de 150 millones de reales, repartidos en 75,000 acciones.

— ANDALUCIA. — Las noticias que tenemos hoy de Málaga alcanzan al 21 de noviembre. Los periódicos de Málaga protestan antes de todo contra los que suponen que dicho movimiento tuvo su origen en un proyecto de contrabando. La conspiración, pues, que real y efectivamente existió, se dirigía a proclamar la república, y en favor de esta fueron los únicos gritos que se dieron.

Han cesado ya las prisiones y hasta ahora solo se ha puesto en ejecución la sentencia dada contra un tal Garcia del Valle, condenado a diez años de presidio por haberle cojido infraganti armado con una bayoneta. Asegúrese y ya debe creerse que ningún comprometido en los sucesos de Málaga, sufrirá la pena de muerte por cuanto los verdaderos gefes del motin han logrado evadirse por la serranía de Ronda a Gibraltar. Los registros

y del carácter, que aun en la sociedad misma conserva esa actitud grave y meditativa, esa facilidad de observación que permite apreciar a los hombres en su justo valor.

Albérico, a estas facultades llevadas al mas alto grado de perfección, agregaba un defecto habitual en las personas que, habiendo analizado mucho el corazón humano, solo han querido verle por su lado malo; desconfaba mucho; y en las relaciones que contraía, nunca llegaba a ese grado de entusiasmo en el que con delicia llega el hombre a ser tan ciegamente confiado como ha podido ser receloso, en el que nada puede alterar ya la fe respecto del objeto de nuestro afecto.

No obstante la favorable opinion que le inspiraba aquella joven que acababa de mostrársele cual una aparición encantadora, Albérico recordaba involuntariamente la palabra *actriz*, que era para él sinónimo de mujer perdida, y que en boca de Valentina le habia parecido una anomalía.

Y sin embargo, se decía interiormente, si esa mujer es un ángel caído, ha conservado muy vivo el sello de su celestial origen.

Entonces deseó conocer la causa de su caída, saber qué desgracia o qué falta la habia lanzado al abismo.

— Mañana hago el papel de Francesca, habia dicho Valentina. — Albérico pensó si iría a verla al teatro o a su casa, y aunque le repugnaba considerarla bajo el punto de vista artístico, despues de un momento de reflexión, dijo para si:

— Veamos primero a la actriz; despues veremos a la mujer.

Marchóse, pues, al teatro, mucho tiempo antes de que alzase el telon, absorto, meditabundo, formando a su antojo mil conjeturas singulares; aquella hora transcurrió como un sueño, y apareció Francesca.

Era a la vez una belleza de artista y de gran señora, esbelta, flexible, pálida, y sin embargo animada, con ojos brillantes y de suave expresión, con poblada cabellera castaña, ondulosa como las de los retratos del Ticioano; un tipo reproducido de la edad media, con su vestido de terciopelo de largas mangas perdidas, sus ademanos naturales y su porte noble y gracioso.

V. DE FEREAL.

(Se continuará.)

CHAPITRE II.

C'était une singulière organisation que celle d'Albérico de Laval; fier, dédaigneux avec ses égaux, doux et liant en apparence dès qu'il rencontrait un inférieur disposé à le flatter, dévoué par respect humain à ses amis, — *para cumplir* comme on dit en Espagne — sceptique en amour, car il n'estimait pas les femmes, il possédait cependant à un éminent degré une qualité particulière aux marins, hommes voués par état à la solitude et à la réflexion; il ne portait presque jamais un jugement définitif qu'avec une conviction profonde et se trompait rarement dans une étude de caractère.

Dans le monde, la diversité des objets, la rapidité de nos sensations, les tracas, les mille vicissitudes de la vie agitée faussent le jugement ou en altèrent plutôt la lucidité, on juge vite et mal parce qu'on est toujours pressé d'aller au fond de toute chose et de toute chose à une autre; dans l'existence maritime au contraire, chaque jour se ressemble, un vaisseau est, sur mer; nulle tempête que celle du ciel ne dérange l'harmonie de ce petit royaume; tout est réglé, ordonné à l'avance, des lois immuables le régissent, une autorité intelligente et absolue, semblable à une Providence invisible, dirige et soutient les masses à la fois obéissantes et actives: là, tout est à sa place, rien de trop, rien de moins, et le jour où un seul ressort de cet admirable rouage viendrait à se briser, tout serait perdu; car l'harmonie serait détruite, et la elle résulte de l'union étroite du corps qui obéit et de la tête qui commande; il serait aussi impossible au marin de ne pas obéir qu'à l'officier de ne pas commander; tout est donc régulier, inexorable dans la vie du marin, et cette vie, monotone au premier aspect, est tellement fertile en sensations et en idées, la pensée se développe avec tant d'énergie dans ces heures de grandiose solitude, que pour peu qu'un marin ait d'esprit et d'intelligence, il doit nécessairement acquérir un jugement très-droit. Bien qu'il ait vu peu d'hommes, il s'est tellement habitué à étudier ceux qui l'entourent, à écrire toutes les nuances de la physionomie et du caractère, que dans le monde même il conserve cette attitude grave et médi-

CAPITULO II.

Singular era, por cierto, la organización de Albérico de Laval. Activo y desdenoso con sus iguales, dulce y afable en apariencia tan luego como encontraba a un inferior dispuesto a adularle, afectuoso por respeto humano para con sus amigos, — *para cumplir*, como se dice en España —, escéptico en amor, porque no estimaba a las mujeres, poseía, empero, en grado eminente una cualidad que es peculiar a los marinos, hombres consagrados por su profesión a la soledad y a la reflexión: casi nunca formulaba dictamen definitivo sino con profunda convicción, y rara vez se equivocaba al estudiar un carácter.

En la sociedad, la diversidad de los objetos, la rapidez de nuestras sensaciones, las contradicciones, las mil vicisitudes de la vida agitada, falsean el criterio, o mas bien alteran su lucidez; se juzga pronto y mal, porque siempre se quiere ir rápidamente al fondo de una cosa, y de esta a otra. En la existencia marítima sucede lo contrario: todos los días se parecen unos a otros. Cuando un buque está en alta mar, ninguna otra borrasca mas que las del cielo altera la armonía de aquel pequeño reino; todo está arreglado y ordenado de antemano, rijese por leyes inmutables, y una autoridad inteligente y absoluta, semejante a una providencia invisible, dirige y sostiene a las masas obedientes y activas a la par. Todo está allí en su sitio, nada hay de mas ni de menos, y el día en que llegase a romperse un solo resorte de tan admirable sistema, se perdería todo, porque quedaría destruida la armonía, y allí resulta esta de la estrecha unión del cuerpo que obedece con la cabeza que manda; tan imposible le sería al marino no obedecer, como al oficial no mandar. Así pues, en la vida del marino todo es regular, inexorable; y esa existencia, monótona al primer aspecto, es tan fértil en sensaciones, y en ideas, se desarrolla el pensamiento con tanta energía en esas horas de grandiosa soledad, que, por poco despojo de inteligencia que tenga un marino, necesariamente ha de adquirir un muy recto juicio. Aunque haya visto a pocos hombres, se ha acostumbrado en tal manera a estudiar a los que le rodean, a observar todas las alteraciones de la fisonomía

que le rodean, a observar todas las alteraciones de la fisonomía

que le rodean, a observar todas las alteraciones de la fisonomía

que le rodean, a observar todas las alteraciones de la fisonomía

— Il paraît que la commission chargée d'élaborer les bases du service transatlantique à vapeur a déjà tenu une séance dans laquelle ont été discutées les questions principales qui se rattachent à l'établissement de cette ligne importante.

— Parece que la comision encargada de formular las bases para el servicio trasatlantico de vapores, ha celebrado ya una reunion, en la que sus individuos trataron de las mas importantes cuestiones que se rozan con el establecimiento de tan necesaria linea.

Madrid.—Lope de Vega, 26